

Le clan BOZIZE cache la vérité.

Selon les informations recueillies à Bangui, les «**démentis**», de **Jean Francis BOZIZE** – Ministre délégué à la Présidence de la République, Chargé de la Défense Nationale – et de **François BOZIZE** – Président de la République Centrafricaine, Chef de l'Etat, Ministre de la Défense Nationale, **concernant l'enlèvement, la torture et l'assassinat de Charles MASSI par les autorités centrafricaines, visent à « cacher la vérité ».**



Le fait, pour « Jean Francis BOZIZE » et « François BOZIZE », de déporter « manu militari » Mme Denise MASSI vers la France le jeudi 14 janvier 2010, alors que celle-ci, « Franco-Centrafricaine », était arrivée la veille pour connaître la vérité sur le sort qu'ils ont réservé à son époux, est un aveu supplémentaire de leur culpabilité.

Invoquer, lors de cette opération commandée par ces « hautes instances », la « sécurité d'Etat » pour s'en prendre à une femme seule et dans la détresse, est un acte d'une lâcheté telle qu'elle prouve, à elle seule, que les autorités centrafricaines connaissent et cachent la vérité concernant l'enlèvement, la torture et l'assassinat de notre Président-Fondateur, le Pharmacien-Colonel Charles MASSI. D'ailleurs, à qui d'autre pourrait bien profiter la disparition de Charles MASSI ?

Le FODEM rappelle que Charles MASSI n'a été à l'origine de la création d'aucune des rébellions qui ont fait appel à lui pour ouvrir une Médiation pour la Paix. Charles MASSI a conditionné son engagement à l'arrêt immédiat des exactions sur la population et à la recherche d'une solution de paix pour tous. François BOZIZE a refusé la médiation de Paix proposée via le Président Idriss DEBY ITNO au mois de juillet 2009.

Au lieu d'orchestrer, à la Radio Nationale, une campagne de désinformation visant à « diaboliser » le « rebelle » Charles MASSI et à préparer l'opinion publique nationale et internationale à l'annonce de son décès du fait de mercenaires ou de coupeurs de routes dans la zone des trois frontières (Tchad, Cameroun, Centrafrique); les autorités centrafricaines feraient mieux d'apporter leur concours à la manifestation de la vérité et de la justice, dont François BOZIZE est le garant. Dans un Etat dit de « droit », c'est au Ministre de la Sécurité Nationale et de l'Ordre Public : Général Jules Bernard OUANDE (étrangement silencieux) qu'il revient d'assurer la protection de tous les citoyens et au Ministre de la Justice, Garde des Sceaux : M. Laurent NGON BABA (étrangement silencieux) d'ordonner une enquête.



Le clan BOZIZE cache la vérité.

Charles MASSI a toujours demandé et proposé des solutions pacifiques de sortie de crise, afin de permettre aux dizaines de milliers de réfugiés centrafricains de rentrer chez eux et à la nation de retrouver la quiétude, nécessaire et indispensable au développement et à l'épanouissement de notre pays.

Charles MASSI a été désigné le 10 avril 2009 Président du Conseil Politique de la CPJP par le Conseil Suprême de la CPJP, afin de permettre l'instauration de la Paix pour Tous.

Malgré les nombreuses démarches engagées, le Président François BOZIZE persiste dans sa stratégie de « réduire au silence » tous ceux qui disent non au retour de l'empire et croient en la dignité du peuple centrafricain.

Le FODEM lance un ultime appel à la compassion du Président François BOZIZE et du Ministre Faustin Archange TOUADERA afin qu'ils permettent à une ONG ou une personnalité indépendante de rencontrer Charles MASSI et d'apporter des nouvelles rassurantes à sa famille, ses parents et ses amis.

Nous demandons aux députés de l'Assemblée Nationale d'ouvrir une « commission d'enquête » afin de préciser les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas présenté Charles MASSI aux Institutions Judiciaires de la République.

Le FODEM lance un appel à toutes les Forces Vives de la Nation, aux Présidents des Pays de la CEMAC et aux représentations des pays partenaires de la République Centrafricaine afin qu'ils se mobilisent et nous assistent pour obtenir la vérité concernant la situation de notre Président Fondateur, le Pharmacien-Colonel Charles MASSI.

Fait à Paris, le 4 février 2010.

Pour le Bureau Politique du FODEM
Le Président du FODEM France

Saturnin NDOMBY